

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 08/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL BOITARD FEUILLET

LA VILLE CARO
22150 Saint-Carreuc

Références : VD/CLM/2023/12/05/01
Code AIOT : 0052205286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement EARL BOITARD FEUILLET implanté LA VILLE CARO 22150 Saint-Carreuc. L'inspection a été annoncée le 05/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée notamment dans le cadre de la conditionnalité des aides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL BOITARD FEUILLET
- LA VILLE CARO 22150 Saint-Carreuc
- Code AIOT : 0052205286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine relevant du régime de l'autorisation, autorisée par arrêté préfectoral modificatif en date du 13 janvier 2016, pour une capacité de 3836 animaux équivalents, dont 2080 emplacements de porcs à l'engraissement, avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de cultures par compostage des lisiers de porcs.

Thèmes de l'inspection :

- Fertilisation
- Planifiée bassin versant sensible
- Planifiée conditionnalité des aides
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	effectifs produits	13/01/2016, article 2	prescription	
3	Respect de la mise en oeuvre du compostage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
4	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 1.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Cultures avec bilan prévisionnel	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Azote fourni par le sol et apporté par les fertilisants organiques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
13	Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
14	Obligation d'utiliser les règles du GREN	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
17	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 5.	Demande d'action corrective	3 mois
18	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
20	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	1 mois
21	Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Demande d'action corrective	1 mois
22	Collecte des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eaux de pluie	27/12/2013, article 24		
23	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Demande d'action corrective	3 mois
24	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	3 mois
25	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH ₃ , fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 1	Sans objet
5	Tenue du cahier d'épandage : complétude	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
6	Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V	Sans objet
7	Respect du calendrier d'épandage régional	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-1.1	Sans objet
8	Respect des distances d'épandage des fertilisants azotés	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-1	Sans objet
9	Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 7-1	Sans objet
10	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cédées		
15	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Léger dépassement du nombre de porcs charcutiers produits, sans toutefois dépasser la quantité d'azote autorisée.

Mise en oeuvre insuffisante du traitement des lisiers par compostage, de plus le bilan matière du compostage n'est pas cohérent.

Le plan prévisionnel de fertilisation n'est pas établi conformément aux exigences réglementaires de l'arrêté préfectoral GREN.

Capacités de stockage insuffisantes au regard des volumes de lisier traités et en l'absence de couverture intégrale de la plate-forme bétonnée de compostage.

Sur les parties "stabilisées" les tas de compost émettent des jus diffus qui ne sont pas canalisés.

Les fosses rectangulaires laissent apparaître des défauts d'étanchéité.

Absence de couverture des fosses de stockage des lisiers contrairement aux engagements pris dans le cadre du dossier de réexamen au titre de la directive IED.

Mauvaise gestion des déchets liés à l'activité de compostage.

La réalisation des documents de fertilisation, qui ne sont pas établis conformément aux exigences réglementaires, et du bilan matière du traitement des lisiers par compostage, qui s'appuie sur des données, notamment l'analyse des lisiers bruts qui n'est pas représentative et d'autres données (volumes) qui sont estimées (absence de mesure), est déléguée au groupement coopératif auquel l'exploitant est adhérent.

Au regard des constats établis, il convient par ailleurs de considérer que la DDTM, dans le cadre des mesures de reliquats post absorption ou début drainage, réalisés en bassin versant algues vertes, relève régulièrement des valeurs élevées depuis 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : L'EARL Boitard Feuillet, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit La Ville Caro à Saint-Carreuc est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3 836 places pour animaux équivalents (P.A.E.) et 3 860 emplacements.
Constats : Conforme. Il est à noter que le jour de l'inspection, le bâtiment 6 (numérotation du dossier de réexamen) était à l'arrêt et en cours de restructuration (toiture et charpente démontée)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 2
--

Thème(s) : Élevage, prescriptions particulières
Prescription contrôlée : La production annuelle de l'installation est limitée à 6240 porcs charcutiers
Constats : Non Conforme : production constatée de 6642 porcs charcutiers. Constat de dépassement, du nombre de porcs charcutiers produits autorisés, déjà relevé lors de la précédente inspection réalisée en 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Respect de la mise en oeuvre du compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 3
Thème(s) : Élevage, prescriptions complémentaires concernant le compostage
<p>Prescription contrôlée : Il est donné acte à l'EARL Boitard Feuillet de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à cette adresse une unité de compostage dont la capacité de production est de 2 791 tonnes par an.</p> <p>3.1. Aménagement et fonctionnement des installations 3.1.1. Aménagement La fabrication des produits (compost de lisier de porcs) est réalisée par une unité compostage des lisiers comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire couverte de compostage actif (3 268 m²) ; - une aire de maturation et de stockage du compost et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ; - une fosse de récupération des jus de ressuyage. <p>Le sol est bétonné et doit être aménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.</p> <p>3.2. Lisiers bruts entrant dans l'unité de compostage L'unité de compostage traite une partie des déjections de l'élevage, à savoir : 5 258 m³ de lisier (20 517 kg d'azote et 12 326 unités de phosphore) sur 6 850 m² (26 726 kg d'azote et 16 057 unités de phosphore) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 592 m³ de lisier brut (6 209 kg d'azote et 3 721 unités de phosphore) ; <p>est épandu sur les parcelles du plan d'épandage. Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses un volume de 4 229 m³. Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, un débitmètre est placé sur la canalisation d'approvisionnement avec un système d'enregistrement pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de compostage.</p> <p>3.3. Conduite du compostage Le lisier est composté conformément à la méthode ISATER, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de paille présente au sol avant incorporation du lisier est au minimum 100 kg de paille par m² ; - les proportions de paille et de lisier utilisé sont au minimum d'une tonne de paille pour 12 m³ de lisier ; - l'incorporation du lisier doit se faire en 3 fois sur une période de 4 semaines. <p>L'exploitant est autorisé à substituer la paille par des déchets verts.</p> <p>3.4. Contrôle et suivi de compostage L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel sont reportées toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de début et de fin de chaque cycle de compostage ; - la durée des cycles ;

<ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des retournements ; - les mesures de température (bihebdomadaire) à l'aide d'une sonde enregistreuse multipoints. <p>Le process doit respecter un minimum de deux retournements et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.</p> <p>Le support d'enregistrement est au choix de l'exploitant et les relevés peuvent être effectués par un automate.</p> <p>Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme :</p> <p>Mise en oeuvre insuffisante du compostage : pour une production réalisée voisine de la situation autorisée, seuls 2300 m3 de lisier ont été traités. Le reste des déjections ayant été épandu sur terres en propres et sur des terres mises à disposition (prêteurs non officiels).</p> <p>Absence de compteur volumétrique des lisiers entrants, les volumes de lisier entrant en compostage sont donc estimés.</p> <p>Les analyses jointes au bilan matière du traitement ne sont pas cohérentes, notamment la valeur du lisier brut entrant qui est maximisée et qui ne correspond ni à un lisier moyen, ni à un lisier d'engraissement et ni à un lisier de reproducteurs (une seule analyse avec une valeur en azote supérieure à un lisier d'engraissement et une valeur en phosphore supérieure à du lisier de reproducteurs).</p> <p>Cahier de suivi du compostage partiellement rempli : absence de prises de température.</p> <p>Seule une partie de la plate-forme de compostage est couverte et bétonnée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8mois

N° 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2016, article 1.2.5
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conforme :</p> <p>épandage de lisiers bruts sur des terres mises à disposition par des prêteurs non officiels qui ne sont pas prévu dans les plans et données techniques prévus au dossier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Tenue du cahier d'épandage : complétude

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues. 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces

<p>épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée.</p> <p>3. Les dates d'épandage.</p> <p>4. La nature des cultures.</p> <p>5. Les rendements des cultures.</p> <p>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral.</p> <p>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.</p> <p>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme. Cette conformité est toutefois appréciée au regard des effluents restant à gérer, or le bilan matière du compostage des lisiers n'est pas cohérent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V.- La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. ...</p> <p>La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est égale à la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation divisée par la surface agricole utile. Tous les fertilisants azotés d'origine animale sont considérés, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés.</p> <p>Les quantités d'azote épandues chez les tiers ou provenant de tiers figurent sur les bordereaux d'échanges d'effluents prévus au IV de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Au vu des éléments présentés, la charge en azote organique est de 137 kg par hectare. Toutefois le bilan du compostage n'est pas cohérent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Respect du calendrier d'épandage régional

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-1.1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : épandage
Prescription contrôlée :

L'annexe 1 indique, pour chaque type de cultures et chaque type de fertilisants, les périodes d'interdiction d'épandage renforcées au niveau régional. L'épandage des effluents bruts est par ailleurs interdit toute l'année les dimanches et jours fériés. Les périodes d'interdiction d'épandage fixées dans ce calendrier régional s'appliquent aux apports azotés de toutes origines (industrielles, agricoles et urbaines)
Constats :
Conforme. Sur la base des éléments renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des distances d'épandage des fertilisants azotés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : épandages
Prescription contrôlée : Une distance minimale d'épandage doit être respectée par rapport aux points d'alimentation en eau potable, aux lieux de baignades et plages, aux zones conchylicoles, et aux forages ou puits. Des dérogations individuelles peuvent être accordées par le Préfet de département pour l'épandage en zones conchylicoles telles que définies par les arrêtés préfectoraux portant classement de salubrité des zones de production et d'élevages de coquillages. Les conditions de distances et de demande de dérogation sont fixées dans l'annexe 7. L'épandage des fertilisants de type II est par ailleurs interdit à moins de 100 mètres des berges des cours d'eau si la pente régulière du sol est supérieure à 7%. Cette distance peut être ramenée à 35 mètres si la pente est inférieure à 15% et s'il existe sur l'îlot un talus continu, perpendiculaire à la pente permettant d'éviter tout ruissellement ou écoulement vers le cours d'eau.
Constats :
Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 7-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols le long des cours d'eau
Prescription contrôlée : Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres
Constats :
Conforme. Absence de bande enherbée sur l'îlot cultural n°2, il s'avère cependant que le cours d'eau, notifié à l'IGN, apparaît être à plus de 10 mètres de la surface cultivée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : DFA
Prescription contrôlée : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur

une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.
Constats : Conforme : déclaration des flux 2023 réalisée. Toutefois il apparaît des incohérences avec plusieurs receveurs et les quantités d'azote à gérer sont établies sur la base d'un bilan matière du traitement par compostage des lisiers qui n'est pas cohérent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Cultures avec bilan prévisionnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3
Thème(s) : Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
Prescription contrôlée : 1° - Les annexes 4 à 10 fixent, pour les cultures de céréales, colza, maïs, dérobée suivie d'un maïs, prairies, légumes frais et légumes industrie des zones vulnérables de la région Bretagne, le mode de calcul de la dose prévisionnelle d'azote à apporter à la culture selon la méthode du bilan prévisionnel, ainsi que les valeurs par défaut nécessaires à son paramétrage. L'annexe 1 explique l'adaptation à la Bretagne de la méthode du bilan prévisionnel du Comité français d'études et de développement de la fertilisation raisonnée (COMIFER). 2° - Conformément au c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté modifié du 19 décembre 2011 susvisé, dès lors que l'application des référentiels établis en annexe du présent arrêté requiert la fixation d'un objectif de rendement, celui-ci est calculé prioritairement sur la base des valeurs constatées sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée et, si possible, pour des conditions comparables de sol. Le calcul est réalisé sur la base des 5 derniers rendements de l'exploitation, desquels les deux extrêmes sont retirés. On obtient un rendement moyen sur les trois valeurs restantes. A partir de l'estimation de ce rendement moyen des parcelles de l'ensemble de l'exploitation, il convient ensuite de le moduler selon la productivité de chacune d'entre elles. Afin de conforter les objectifs de rendements retenus par parcelle, un tableau de potentiel de rendements par parcelle est établi par les exploitants. Ce tableau réactualisable constitue le référentiel des rendements utilisés pour l'élaboration du Plan prévisionnel de fumure (PPF) et doit être joint au PPF (cf annexe 12). En l'absence de valeurs disponibles sur l'exploitation, les données utilisées seront celles du référentiel agronomique local s'il existe ou à défaut les moyennes régionales du Service Régional de l'Information Statistique et Économique (SRISE), calculées en valeur glissante sur les 10 dernières années (actualisables chaque année), jointes en annexe 3.
Constats : Non Conforme : Si le tableau des rendements potentiels parcellaire est présenté, le rendement objectif ne s'appuie pas sur le rendement moyen observé. Par ailleurs le rendement moyen observé s'appuie sur des rendements notifiés dans les cahiers de fertilisation qui ne correspondent pas aux rendements notifiés dans les documents comptables (ex : rdt maïs 2022 notifié dans le cahier de fertilisation 2022 de 85 qx, or celui-ci n'est que de 65 qx dans les documents comptables.)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 12 : Azote fourni par le sol et apporté par les fertilisants organiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 6
Thème(s) : Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
Prescription contrôlée :

Les valeurs de la fourniture d'azote par les fertilisants organiques figurent dans les annexes 4 à 10 du présent arrêté. Elles peuvent être adaptées au niveau de chaque exploitation à condition qu'elles soient justifiées par une analyse effectuée sur les fertilisants produits par l'exploitation pour l'année en cours, ou qu'elles résultent d'un bilan réel simplifié validé par les services de l'Etat.

Constats :

Non conforme :

Les contributions des apports organiques des années précédentes sont sous-estimées

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 13 : Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8

Thème(s) : Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)

Prescription contrôlée :

Obligation d'analyse de sol : Pour les cultures à dose pivot ou plafond cette obligation ne s'impose pas.

La valeur du RSH à appliquer dans les calculs de fertilisation peut être issue d'un réseau régional d'analyses collectives annuelles, à défaut d'une mesure individuelle.

Si une correction doit être faite entre RSH prévisionnel et RSH mesuré, celle-ci doit apparaître dans le cahier de fertilisation

Constats :

Non Conforme :

Au regard du point précédent concernant la prise en compte des apports organiques des années précédentes, il apparaît que certaines valeurs de reliquats issues du réseau régional sur céréales sont sous-estimées et ce, sans préjuger des profondeurs de sol prises en compte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 14 : Obligation d'utiliser les règles du GREN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2

Thème(s) : Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)

Prescription contrôlée :

Le calcul, pour chaque îlot cultural localisé en zone vulnérable, de la dose prévisionnelle selon les règles du présent arrêté et de ses annexes est obligatoire pour tout apport de fertilisant azoté.

Constats :

Non Conforme :

Les posts Arrières effets des apports organiques et Reliquat sortie hiver sont sous-estimés.

Les rendements objectifs sont sur-estimés.

Il en ressort que les doses prévisionnelles à apporter sont sur-estimées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 15 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
Constats : Conforme : Il n'y a pas d'apports supérieurs aux doses préconisées. Il est toutefois à noter (voire ci-dessus) que les doses préconisées ne sont pas établies conformément aux dispositions réglementaires. Par ailleurs, la vérification du respect de cette prescription est basé sur les enregistrements notifiés dans le cahier de fertilisation. Cependant les volumes d'effluents épandus et les quantités d'azote qu'ils contiennent sont établis par différence entre la production réalisée et les quantités restant après traitement, mentionnées dans le bilan matière du compostage et les quantités épandues chez les prêteurs. Or, des incohérences sont présentes dans la déclaration des flux d'azote et le bilan matière du compostage des lisiers n'est pas cohérent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
Prescription contrôlée : 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m ² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
Constats : Non Conforme : Absence de couvercle fermé à clé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 17 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 5.
Thème(s) : Élevage, Protection de l'ouvrage
Prescription contrôlée : En complément de l'arrêté du 11/09/2023 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution.

Constats :
Non Conforme : Absence de zone de protection clôturée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 18 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>II. – Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage.</p> <p>III. – En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2o du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2o du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conforme :</p> <p>Au vu de la surface découverte autour de l'unité de compostage, le dimensionnement de la lagune de stockage des jus de ressuyage est insuffisant.</p> <p>Nombreux jus diffus qui ne sont pas canalisés au niveau du compostage (plate-forme stabilisée) et au niveau des produits en attente de criblage.</p> <p>Au vu des volumes de lisier bruts traités, la capacité de stockage en amont du traitement est insuffisante.</p> <p>Les grillages permettant la sécurisation des fosses sont présents, cependant ceux-ci sont à revoir, en particulier autour de la lagune.</p> <p>Il est à noter qu'en attente du criblage des produits compostés, que les fosses de stockage des lisiers bruts, au nombre de 4, sont pleines (capacité utile atteinte voire dépassée pour certains ouvrages).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 19 : Étanchéité des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme :</p> <p>Les fosses sont pleines, néanmoins des fissures sont observables sur la fosse rectangulaire en bout du bâtiment gestantes et la seconde fosse rectangulaire présente des suintements visibles. Et comme au point précédent, nombreux jus diffus qui ne sont pas canalisés au niveau du compostage (plate-forme stabilisée) et au niveau des produits en attente de criblage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 20 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Non conforme : Les grillages permettant la sécurisation des fosses sont présents, cependant ceux-ci sont à revoir, en particulier autour de la lagune. Il est à noter qu'en attente du criblage des produits compostés, que les fosses de stockage des lisiers bruts, au nombre de 4, sont pleines (capacité utile atteinte voire dépassée pour certains ouvrages).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 21 : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats : Non Conforme : Le regard situé entre la plateforme de compostage et la lagune de stockage des jus d'égouttage et des eaux pluviales, où est mise en place la pompe de relevage et transfert, est envahi par la végétation (lierre, ronces et orties). L'ensemble des aménagements et notamment le regard, doivent être nettoyés afin de s'assurer du bon fonctionnement de la pompe et de l'étanchéité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 22 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Non Conforme : Les gouttières au niveau du hangar de compostage sont défectueuses, générant un mélange d'eaux pluviales et de déjections. Plusieurs gouttières sont également défectueuses au niveau des bâtiments d'élevage, notamment le long de la partie du bâtiment 6 encore en service et à proximité du regard de transfert des effluents (jonction bâtiment 6, couloir de circulation des animaux et fosse FO2), avec la présence d'eaux "brunes" au pied du bâtiment, ne permettant pas d'apprécier l'étanchéité de celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 23 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : — limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; — trier, recycler, valoriser ses déchets ; — s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme : Nombreux déchets plastiques dans les produits végétaux destinés au compostage. Ces déchets se retrouvent par la suite dans les refus issus du criblage et dont le tri, le stockage et la destination finale ne sont pas clairement présentés. Présence de bâches le long du hangar de stockage des produits finis. Nombreux éléments de déconstruction, qui sont triés. Les plaques de fibro doivent être mis sur palettes et filmés avant réutilisation ou élimination vers une filière adaptée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 24 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conforme : Voire point précédent</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 25 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH₃, fosse à lisier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 16

Prescription contrôlée :

Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: — balles en plastique; — matériaux légers en vrac; — couvertures souples flottantes; — plaques géométriques en plastique; — couvertures gonflables; — croûte naturelle; — paille.

Constats :

Non conforme :

Absence de couverture de l'ensemble des fosses, contrairement aux engagements pris dans le dossier de réexamen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6mois
